

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES C. C. T. P.

MARCHÉ N°2025-018

Objet : Prestation de maintenance des onduleurs de l'Université Jean Monnet (campus de Saint-Etienne & Roanne)

SOMMAIRE

1	NATURE DES PRESTATIONS.....	4
1.1	L'université Jean Monnet.....	4
1.2	Objet du marché.....	4
1.2.1	Prestations de maintenance préventive.....	4
1.2.2	Prestations de maintenance corrective.....	4
2	NORMES ET REGLEMENTS.....	4
3	EQUIPEMENTS PLACES SOUS CONTRAT.....	5
3.1	Inventaire de départ.....	5
3.2	Prise en charge des installations.....	5
3.3	Restitution des installations.....	5
3.4	Evolution du parc du matériel.....	5
4	PRESTATIONS FORFAITAIRES – PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES.....	6
4.1	Prestations forfaitaires.....	6
4.2	Prestations complémentaires.....	6
4.3	Fournitures.....	6
5	EXECUTION DES PRESTATIONS DE VISITE ANNUELLE (MAINTENANCE PREVENTIVE).....	6
5.1	Fréquence et programmation des visites.....	6
5.2	Nature des prestations.....	6
5.3	Participation de l'UJM aux visites de maintenance.....	7
6	EXECUTION DES PRESTATIONS DE REMPLACEMENT DE PIECES D'USURE (MAINTENANCE PREVENTIVE).....	8
6.1	Procédure.....	8
6.2	Délais d'intervention.....	8
7	EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE.....	8
7.1	Procédure.....	8
7.2	Délais d'intervention - Délais de remise en état de l'installation.....	8
8	DOCUMENTS ET REUNIONS DE SUIVI.....	8
8.1	Rapport d'intervention.....	8
8.2	Rapport de visite.....	9
8.3	Bilan annuel.....	9
9	OBLIGATIONS DES CONTRACTANTS.....	9

9.1	Obligations du titulaire du marché	9
9.1.1	Devoir de conseil et d'alerte.....	9
9.1.2	Gestion des déchets	10
9.2	Obligations relevant de la sécurité des travailleurs.....	10
9.3	Amiante.....	11
9.4	Obligations du titulaire du marché spécifiques aux interventions dans les zones à régime restrictif	11
9.5	Obligations de l'UJM	11
9.6	Dégradations	11

Annexes :

- Annexe 1 : liste des sites et interlocuteurs
- Annexe 2 : liste des équipements
- Annexe 3 : rapports de maintenance 2024

1 NATURE DES PRESTATIONS

1.1 L'université Jean Monnet

Université de Saint-Etienne, l'Université Jean Monnet est une université pluridisciplinaire qui accueillent plus de 20 000 étudiants dans 4 grands domaines d'enseignement : Arts, Lettres, Langues / Sciences humaines et sociales / Droit, Economie, Gestion / Sciences, Technologies, Santé-

L'Université Jean Monnet offre également une expertise toute particulière en matière d'accompagnement à la réussite étudiante et à l'insertion professionnelle, dans un cadre de vie étudiant riche et dynamique.

Sa recherche de pointe et ses labels internationaux de plus en plus nombreux lui confèrent une place indispensable dans la dynamique de site Saint-Étienne Lyon, avec un positionnement croissant à l'échelle nationale et internationale.

Son développement s'appuie sur une activité de coopération internationale forte et des partenariats public-privé de premier plan au service de la valorisation et du transfert technologique.

L'Université Jean Monnet Saint-Étienne est l'un des membres fondateurs de l'Université de Lyon, communauté d'universités et établissements (COMUE).

L'Université Jean Monnet est construite sur 5 campus (voir liste des sites en annexe 1).

1.2 Objet du marché

Le présent marché concerne les prestations de maintenance (préventive et corrective) des onduleurs de l'université Jean Monnet.

1.2.1 Prestations de maintenance préventive

La maintenance préventive est destinée à réduire les risques de panne ou de mauvais fonctionnement des installations et à maintenir, pendant la durée du marché, les performances des équipements à un niveau équivalent aux critères prédéterminés par le constructeur.

La maintenance préventive inclut les essais fonctionnels prévus par la réglementation et les normes en vigueur, qui correspondent à une action de maintenance visant à donner la garantie que le produit ou les systèmes fonctionnent avec le même niveau de performance que celui imposé lors de sa mise en service.

Les modalités d'exécution des prestations de maintenance préventive sont précisées à l'article 6 ci-après.

1.2.2 Prestations de maintenance corrective

Les actions de maintenance corrective sont destinées à remettre les installations en état de fonctionnement satisfaisant la réglementation et les normes en vigueur, à la suite d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement qui peut gêner, voire paralyser, tout ou une partie du fonctionnement d'une installation.

Les modalités d'exécution des prestations de maintenance corrective sont précisées à l'article 7 ci-après.

2 NORMES ET REGLEMENTS

Le titulaire du contrat respectera les textes réglementaires et normes applicables dont notamment :

IEC / EN 62040 – Normes internationales sur les onduleurs :

- EN 62040-1 / IEC 62040-1 : Exigences générales et de sécurité pour les onduleurs.
- EN 62040-2 / IEC 62040-2 : Compatibilité électromagnétique (CEM).
- EN 62040-3 / IEC 62040-3 : Méthode de classification des performances (VFI, VI, VFD).
- EN 62040-4 / IEC 62040-4 : Exigences environnementales (éco-conception, efficacité énergétique).

NF C 15-100 – Installations électriques à basse tension (BT)

Normes de maintenance et bonnes pratiques

- NF X60-010 : Maintenance – Terminologie
- NF EN 13306 : Maintenance – Terminologie de la maintenance
- NF EN 50110-1 : Exploitation des installations électriques – Règles de sécurité

Réglementations spécifiques

- Directive Basse Tension (2014/35/UE)
- Directive CEM (2014/30/UE)
- Code du travail – articles R4226
- Règlement de sécurité ERP (arrêté du 25 juin 1980 modifié) et notamment
 - Articles EL 7 à EL 11 : concernent les sources d'énergie électrique en ERP.
 - Article MS 73 et suivants : règles sur les installations techniques (dont batteries et UPS).
 - Article EC 13 : pour les locaux avec matériel électrique à risque d'inflammation.

3 EQUIPEMENTS PLACES SOUS CONTRAT

3.1 Inventaire de départ

L'inventaire de départ des équipements est donné en annexe 2 du présent marché.

3.2 Prise en charge des installations

Un procès-verbal contradictoire détaillé de l'état des lieux et des équipements objet du présent marché sera établi dans un **délai maximum d'un mois** après la prise d'effet du marché.

Ce procès-verbal indiquera la date, les noms et qualités des participants à la visite de prise en charge ainsi que le degré de dégradation, les carences et les dysfonctionnements des installations avant prise en main par le titulaire du marché. Il sera signé par les deux parties.

A l'issue du délai d'un mois et en l'absence de procès-verbal, le titulaire du marché renoncera à faire état de difficultés provenant de l'état ou de la réalisation des installations pour justifier de sa défaillance et ne pourra pas non plus remettre en cause le parc d'installations au niveau du nombre d'équipements le composant.

Le titulaire est devoir de conseil et se devra de définir avec le procès-verbal des installations, une priorité de modernisation des systèmes aux vues des défaillances et vétustés constatées.

3.3 Restitution des installations

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les installations en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire détaillé de l'état des lieux et des équipements pourra être établi en fin d'exécution du marché. Il se référera au procès-verbal de début du marché et sera signé des deux parties.

En cas de litige entre les parties concernant "l'état normal d'entretien et de fonctionnement" des installations, une expertise contradictoire, réalisée par un cabinet extérieur, pourra être décidée par l'une des parties. Les frais d'expertise seront partagés entre le titulaire du marché et l'université.

Toute dépense pour la remise en état des équipements provenant d'un manquement du titulaire aux obligations du présent marché, lui sera retenue ou facturée.

3.4 Evolution du parc du matériel

Le parc du matériel à entretenir pourra être modifié en plus ou en moins, pour les motifs suivants :

- dépose d'une partie ou de la totalité d'une installation,
- installation de nouveaux matériels,
- intégration, suppression ou réhabilitation de bâtiments.

Le prestataire prendra en compte le nouvel équipement à maintenir dès réception de la demande écrite du maître d'ouvrage.

4 PRESTATIONS FORFAITAIRES – PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

4.1 Prestations forfaitaires

Entrent dans le cadre de la redevance forfaitaire :

- Les prestations de maintenance préventive correspondant aux visites annuelles (main d'œuvre, déplacement et fournitures) définies à l'article 1.1 ci avant et selon les conditions prévues à l'article 5 ci-après
- Les obligations liées à la qualité des prestations, leur organisation, programmation et encadrement
- Les prestations relatives aux réunions et documents de suivi définies à l'article 8 ci-après
- Les obligations du titulaire du marché définies à l'article 9

4.2 Prestations complémentaires

Toute prestation n'entrant pas dans le cadre de la redevance forfaitaire sera réalisée en dépense contrôlée, sur bon de commande émis par l'Université Jean Monnet.

Ce sera le cas :

- du remplacement des pièces d'usure (main d'œuvre, déplacement, fournitures) définies à l'article 6 ;
- des prestations de maintenance corrective (main d'œuvre, déplacement, fournitures) définies à l'article 7, après constat et validation par les deux parties
- des travaux d'extension, de modification, de mise en conformité et de remplacement des installations.

Ces prestations feront l'objet d'un devis détaillé (temps prévu, main d'œuvre, déplacement, fournitures) qui sera soumis à l'accord préalable du responsable Maintenance.

4.3 Fournitures

Les remplacements de pièces détachées, composants et organes défectueux seront effectués par des matériels les plus performants à la date de leur remplacement.

Les fournitures mises en place par le titulaire du marché seront conformes à la réglementation et aux normes en vigueur et seront garanties un an.

5 EXECUTION DES PRESTATIONS DE VISITE ANNUELLE (MAINTENANCE PREVENTIVE)

5.1 Fréquence et programmation des visites

Le titulaire devra effectuer une visite annuelle sur chaque équipement.

Les interventions seront planifiées de 7h00 à 17h00, 5 jours/semaine.

Le prestataire établira ainsi dans les 2 mois du démarrage de son contrat puis chaque mois de janvier, le programme annuel des visites par équipement. Il sera établi par le prestataire en fonction des dates des visites précédentes. Il sera transmis à l'attention du responsable Maintenance de la direction du patrimoine.

Le titulaire du marché aura l'initiative du déclenchement des visites. Toutefois, les dates et heures de ces dernières seront confirmées, 15 jours à l'avance et par courriel, au correspondant logistique du site.

5.2 Nature des prestations

Les prestations correspondent à des essais fonctionnels et elles comprennent a minima

- Le contrôle détaillé de l'ensemble des performances de l'équipement.
- L'ajustement des paramètres et réglages électroniques.
- La vérification des éléments constituant la batterie.
- Un test d'autonomie et de passage sur by-pass.

- La rédaction d'un rapport d'intervention reprenant les caractéristiques de l'équipement, l'ensemble des vérifications effectuées, les valeurs mesurées, les dates des derniers remplacements des pièces d'usure
- En tant que de besoin, un rapport spécifique des solutions préconisées pour assurer la pérennité de l'équipement.

Généralités

- Contrôle visuel général de :
 - L'état des cartes électroniques
 - L'enfichage des connecteurs
 - L'aspect des transformateurs, etc.
- Vérification des ventilateurs.

Batteries

- Vérification :
 - De la tension
 - Contrôle des éléments
 - Etat de propreté
 - Serrages, connexions, etc.

Chargeur / Onduleur

- Vérification :
 - Des connexions
 - Des paramètres électriques :
 - Tension
 - Courant
 - Fréquence de sortie
- Contrôle du fonctionnement du contacteur statique.

Essais

- Séquences de fonctionnement :
 - Cycle de démarrage du chargeur et de l'onduleur
 - Transfert de l'utilisation :
 - Sur l'onduleur
 - Sur le secteur secours
- Essai d'autonomie batterie

Environnement

- Vérification des conditions d'installation :
 - Température, propreté, etc.

Mise à jour logiciel : mise à jour des firmwares des cartes réseau par le prestataire dans le cadre de la visite annuelle de maintenance

Le titulaire du marché effectuera son devoir de conseil sur l'application de la réglementation et le fonctionnement des installations, sans rémunération supplémentaire, dans la mesure où aucune étude spéciale ne sera nécessaire.

5.3 Participation de l'UJM aux visites de maintenance

Le prestataire se présentera systématiquement à l'accueil du site afin de signaler sa présence, en début et en fin d'intervention.

6 EXECUTION DES PRESTATIONS DE REMPLACEMENT DE PIECES D'USURE (MAINTENANCE PREVENTIVE)

6.1 Procédure

Le remplacement de pièce d'usure est déclenché à partir de l'analyse du titulaire sur les durées de vie des éléments et leur date de mise en service.

Le titulaire relève ces éléments lors de la visite annuelle et il les indique sur le rapport de visite (cf. §8 .2) en précisant sa préconisation de remplacement.

Le titulaire joint à son rapport de visite le devis correspondant en tenant compte des éléments portés au BPU et il le remet au responsable maintenance.

Une fois la commande engagée, le responsable maintenance et le titulaire planifient l'intervention.

A noter que les préconisations ne seront pas systématiquement suivies ; le remplacement de pièces d'usure sera validé par le responsable maintenance en fonction de la criticité de l'équipement et de l'opportunité.

6.2 Délais d'intervention

Horaire d'intervention : le titulaire du marché interviendra en jour ouvré, du lundi au vendredi, de 7h30 à 17h00.

L'intervention doit avoir lieu dans les 4 mois suivant la commande.

7 EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE

7.1 Procédure

Une intervention de maintenance corrective peut être déclenchée :

- Soit par le titulaire du marché, suite à une anomalie de fonctionnement détectée par ses soins sous réserve de validation par le correspondant technique de l'établissement ou par son représentant
- Soit par l'Etablissement qui, lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, fera appel au titulaire du marché par téléphone avec confirmation systématique par télécopie ou par mail.

Dès son arrivée sur le site, le technicien du titulaire du marché devra se présenter au correspondant technique du site ou à son représentant.

7.2 Délais d'intervention – Délais de remise en état de l'installation

Horaire d'intervention : le titulaire du marché interviendra en jour ouvré, du lundi au vendredi, de 7h30 à 17h00.

Délai d'intervention

Le titulaire du marché devra se rendre sur les lieux de l'installation en panne ou présentant une anomalie de fonctionnement dans un **délai maximum de 2 jours à compter de** l'appel téléphonique de l'université confirmé par mail.

Délai de correction de défaut

Le titulaire du marché devra établir un devis correctif dans un délai maximal de 2 jours après sa visite sur place. Les travaux correctifs devront être menés dans un **délai maximum de 8 jours** à compter de la commande par l'UJM de la prestation.

Sauf accord préalable et exceptionnel du responsable maintenance ou de son représentant, le titulaire du marché ne pourra invoquer ni les délais de fabrication ou de livraison des pièces de rechange pour justifier de délais différents.

8 DOCUMENTS ET REUNIONS DE SUIVI

8.1 Rapport d'intervention

Au départ du titulaire compétent suite à une intervention sur site, un bulletin signé conjointement par le correspondant technique de l'établissement ou son représentant et le titulaire doit donner au minimum les informations suivantes pour tout type de maintenance :

- état du système (ou sous-système) à l'arrivée du titulaire,
- équipement(s) échangé(s),
- état fonctionnel du système au départ du technicien compétent.
- Et en supplément pour la maintenance corrective :
- descriptif de la panne détectée,
- cause probable / supposée de la panne,
- Le cas échéant, les délais de remise en service.

La(les) fonction(s) non opérationnelle(s) sera (seront) clairement notifiée(s) dans un langage compréhensible de l'exploitant et l'invitant, le cas échéant, à mettre œuvre les mesures compensatoires adaptées à son exploitation.

8.2 Rapport de visite

À l'issue de sa visite de maintenance annuelle, le prestataire transmettra au responsable maintenance le rapport de visite

- Dans un délai de 1 mois maximum à compte de la date de la visite
- Comportant l'ensemble des éléments indiqués au paragraphe 5.2.

8.3 Bilan annuel

En fin de chaque année, une réunion de synthèse sera organisée.

Cette réunion mettra en présence le(s) correspondant(s) technique(s) de(s) l'établissement(s), les représentants de la direction du patrimoine, un représentant de la cellule marché, et le représentant du titulaire du marché accompagné du (ou des) technicien affecté à l'établissement.

Le titulaire du marché devra avoir remis préalablement un bilan annuel 10 jours avant la réunion qui comprendra notamment :

- Le bilan des interventions de maintenance préventive,
- Le bilan du remplacement de pièces d'usure, des interventions de maintenance corrective et des travaux effectués,
- La mise à jour de l'annexe 2 : installations et caractéristiques
- Un bilan financier des interventions,
- Un diagnostic de l'état des installations,
- Des conseils et informations sur le fonctionnement des installations ainsi que des pistes de réflexion sur les actions à mener ou les travaux amélioratifs à réaliser pour rendre plus efficiente la maintenance des installations ou pour fiabiliser ces dernières.

9 OBLIGATIONS DES CONTRACTANTS

9.1 Obligations du titulaire du marché

9.1.1 Devoir de conseil et d'alerte

Le titulaire du marché devra signaler, par écrit, au responsable maintenance ou à son représentant, les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles, dès qu'il pourra les déceler, en indiquant les travaux nécessaires à leur prévention ainsi que les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention de l'université et la non-exécution des travaux nécessaires à leur prévention.

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate d'une installation, le titulaire du marché sera autorisé à prendre des mesures d'urgence. Il devra alors en aviser le responsable maintenance dans les plus brefs délais.

Si une installation cesse d'être conforme à la réglementation en vigueur, du fait d'une modification de celle-ci, le titulaire du marché devra le signaler par écrit, dès la parution officielle, au responsable maintenance, lequel sera tenu d'en informer les utilisateurs pour arrêter les mesures qui s'imposent.

Le titulaire devra laisser, en fin d'exécution du marché, les installations dans un état d'entretien et de fonctionnement au moins égal à celui dans lequel il les a trouvées à leur prise en charge.

9.1.2 Gestion des déchets

Le titulaire du marché procédera à l'évacuation, au transport et au traitement des déchets qu'il produira conformément à la réglementation en vigueur avec remise des bordereaux de suivi. Toutefois, l'Université se réserve le droit, en cours d'exécution du marché, de prendre ces prestations à sa charge et de les retirer du présent marché par avenant.

9.2 Obligations relevant de la sécurité des travailleurs

L'université a défini, selon les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 (articles 4511-1 à 4514-10 du Code du Travail) une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans ses établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions décrites ci-après. L'Université assure la coordination générale des mesures de prévention des opérations effectuées dans leurs sites.

Les prestations prévues dans le marché ne pourront commencer qu'après exécution des dispositions de sécurité définies ci-après.

Avant toute intervention sur site, le personnel de l'entreprise extérieure se présentera au correspondant technique de l'établissement. **De plus, le port de manière apparente du badge d'identification avec nom prénom photo et nom de l'entreprise est OBLIGATOIRE.** Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée.

L'Université pourra s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché et de ses sous-traitants, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération.

L'Université se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le titulaire du marché, des dispositions nécessaires.

L'attention du titulaire du marché est attirée sur les risques associés à certaines activités telles que les laboratoires P2, P3, les salles d'autopsie contagieuse, les zones ZRR, pour lesquels des procédures particulières de protection des intervenants et de bonne gestion des déchets existent.

Les risques spécifiques à chaque Etablissement concerné pourront ultérieurement faire l'objet de notes particulières.

Selon la nature des sites, les véhicules ne seront pas autorisés.

Rappel des obligations essentielles relevant du titulaire du marché

Après conclusion du marché, le titulaire du marché devra respecter les obligations essentielles suivantes :

- Informer son C.H.S.C.T. de la date de l'Inspection Préalable Commune de l'opération
- Participer, avec ses Sous-traitants, à l'Inspection Préalable Commune qui se concrétisera par la rédaction d'un Plan de Prévention
- Tenir le Plan de Prévention à disposition de son C.H.S.C.T., de la Médecine du Travail et de l'Inspection du Travail
- Commenter le Plan de Prévention aux personnels impliqués dans l'opération
- Signaler à l'UJM les améliorations possibles concernant la coordination des mesures de prévention
- Demander à l'UJM l'agrément de tous Sous-traitants et attendre celui-ci pour faire exécuter les prestations sous-traitées.

De plus, il est rappelé que chaque Chef d'Entreprise restera responsable, pour son propre personnel et pour celui de ses Sous-traitants éventuels, de l'application des mesures de prévention requises.

Dispositions de sécurité

Les dispositions de sécurité applicables aux prestations objet du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières sont les suivantes :

- Participation du titulaire du marché à une Inspection Préalable Commune organisée annuellement par l'Etablissement. Cette Inspection Préalable Commune a pour objectif d'analyser préalablement les risques liés aux interventions et de définir les mesures de sécurité à prendre par les différentes parties. Les dispositions pratiques (dates, lieux, etc....) seront définies ultérieurement par un document spécifique à l'appui du marché
- À l'issue de l'Inspection Préalable Commune, un Plan de Prévention formalisant les mesures de sécurité retenues sera rédigé et visé par les deux parties.

9.3 Amiante

L'UJM a procédé conformément à la réglementation à une recherche des matériaux amiantés dans le cadre d'un Document Technique Amiante. Le DTA est mis à disposition de toute personne ou entreprise appelée à intervenir dans le bâtiment. En cas de présence de matériaux amiantés, le titulaire pourra ainsi prendre les mesures de protection individuelles et collectives nécessaires. Le titulaire devra avoir du personnel formé aux interventions techniques sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (sous-section 4).

Préalablement à son intervention, le titulaire devra avoir un mode opératoire conforme au décret n°2012-639 du 4 mai 2012 et fournir les attestations de formation des travailleurs.

Si le titulaire identifie la présence de matériaux amiantés non répertoriés dans le dossier technique " Amiante ", il est tenu d'en informer immédiatement l'UJM et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement.

L'UJM convoquera le titulaire pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

Le titulaire fournira au cours du chantier l'ensemble des BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés) relatifs aux matériaux amiantés déposés.

9.4 Obligations du titulaire du marché spécifiques aux interventions dans les zones à régime restrictif

Actuellement l'UJM a une ZRR identifiée au sein du bâtiment G du campus Manufacture et une zone ZRR identifiée au sein du campus Roannais. D'autres zones sont susceptibles d'être identifiées ultérieurement.

Pour l'ensemble des zones actuelles et futures, le titulaire du marché devra fournir au responsable de la maintenance, dès notification du marché, la liste des agents susceptibles d'intervenir sur les installations avec leur identité complète (nom, prénom, date et lieu de naissance, CV).

Le titulaire du marché s'engage à prévenir l'UJM de tout changement relatif à cette liste.

Pour toute intervention, les techniciens du titulaire du marché devront se présenter à l'accueil de la ZRR avec une pièce d'identité et devront se faire accompagner par du personnel de l'UJM.

Tout technicien non inscrit sur la liste précitée et non muni de sa pièce d'identité ne sera pas admis à pénétrer dans le bâtiment.

9.5 Obligations de l'UJM

L'UJM laissera le libre accès des équipements au personnel du titulaire du marché, pour toute visite de maintenance préventive, sous réserve que celui-ci ait prévenu l'Etablissement concerné.

Le correspondant technique de l'établissement ou son représentant accompagnera le technicien du titulaire du marché lors de toute intervention et notamment lors des essais de fonctionnement des organes commandés sous réserve des événements prioritaires sur site.

La remise en état de veille des installations sera réalisée par le technicien du titulaire du marché assisté du correspondant technique de l'établissement ou de son représentant.

L'UJM signalera immédiatement au titulaire du marché toutes les pannes et anomalies de fonctionnement constatées sur les installations.

L'UJM se réserve le droit de réaliser lui-même ou de faire réaliser par une autre entreprise des travaux sur les installations. Il en informera alors le titulaire du marché et pourra lui fournir, sur demande, les procès-verbaux de réception.

9.6 Dégradations

Le titulaire du marché est responsable de toutes dégradations occasionnées, d'une façon quelconque, par son personnel, aux bâtiments, chaussées, clôtures, équipements, etc. du domaine de l'ensemble immobilier.

L'UJM se réserve le droit de faire exécuter par ses soins, au compte du titulaire du marché, la réparation des dégâts commis. Ils se réservent également le droit d'exiger l'interdiction d'intervention sur leurs installations de tout employé du titulaire du marché qui sera tenu coupable de manquements graves dûment constatés. La notification de ces manquements sera faite par lettre recommandée.